

Loi “fast-fashion” : deux ans après son adoption, le blocage et l’urgence.

Le 12 mars 2026 à Paris - Il y a deux ans, l'Assemblée nationale votait à l'unanimité en première lecture une proposition de loi inédite pour réguler l'industrie du textile et encadrer ses pratiques environnementales. Adoptée dans des termes sensiblement moins ambitieux par le Sénat en juin 2025, cette loi, qui devait initialement passer en procédure accélérée, est aujourd'hui encore bloquée dans les tractations entre Paris et Bruxelles. Face à ce blocage, le gouvernement n'a toujours pas programmé la Commission Mixte Paritaire qui permettrait d'aboutir à une version finale de la loi et son adoption définitive. Pourtant, il y a urgence à agir ! Le temps passe, et la surproduction bat son plein.

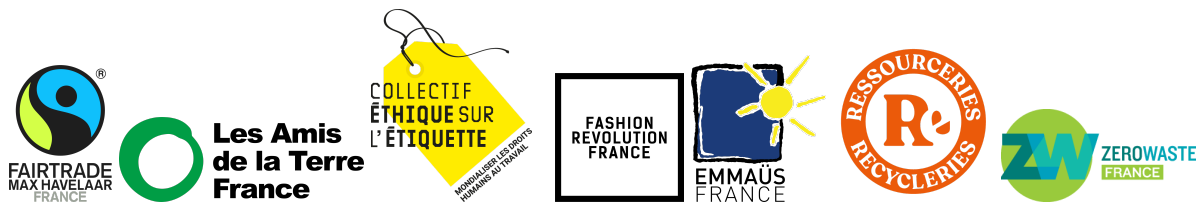
La coalition Stop Fast-Fashion a fait les comptes. En deux ans, certaines marques de la fast-fashion traditionnelle ont eu le temps de sortir **jusqu'à 104 nouvelles collections chacune**. Quant aux entreprises de l'ultra-fast-fashion, elles ont lancé **plus de 5 millions de nouveaux modèles**¹.

Ces données vertigineuses rappellent l'urgence de réguler au plus vite ce secteur qui se retrouve piégé dans une course vers le pire, responsable à lui seul de près **de 10% des émissions de GES dans le monde, de 20% de la pollution des eaux** ainsi que de nombreuses violations des droits humains.

Les associations de la coalition Stop Fast-Fashion rappellent l'importance que cette loi aboutisse dans sa version la plus ambitieuse le plus rapidement possible :

“Cette loi, bien que faisant l'impasse sur la régulation des pratiques sociales du secteur, est une promesse attendue par les millions de personnes qui fabriquent nos vêtements et qui ont aujourd'hui trop souvent des conditions de travail déplorables et dangereuses. Elle serait une première étape cruciale pour accompagner l'ensemble du secteur vers de meilleures pratiques. L'inertie est au contraire un signal pour poursuivre dans cette trajectoire néfaste.” rappelle Valeria Rodriguez, directrice du plaidoyer chez Max Havelaar France.

¹ Ces chiffres sont issus [d'une analyse journalière](#) des nouveautés vestimentaires commercialisées par l'enseigne chinoise Shein réalisée par les Amis de la Terre. Elle recense également l'évolution des cadences de production de tout le secteur.



"Il est temps que l'encadrement de la fast-fashion soit repriorisé par le gouvernement. Le modèle actuel du secteur textile est une impasse, que ce soit pour les travailleuses, les clients, les associations du réemploi, ou encore les commerçants de centre ville. Réguler ce secteur, c'est aussi faire place à une autre façon de produire et de consommer." argue Pierre Condamine, chargé de campagne surproduction textile aux Amis de la Terre France.

"L'adoption de cette loi, qui vise avant tout l'ultra fast-fashion, constituerait un premier pas pour avancer vers la régulation d'une des industries les plus polluantes, et dont la surproduction est structurelle et en croissance. Nous, acteurs de la collecte et du réemploi de textiles usagés, sommes autant témoins que victimes de cette aberration écologique." Tarek Daher, délégué général d'Emmaüs France.

"Depuis l'adoption à l'unanimité de la loi anti fast-fashion il y a deux ans, la situation s'aggrave. Les marques continuent de commercialiser 10 fois trop de vêtements par rapport aux limites planétaires : tout ce textile de piètre qualité s'accumule, relargue des microplastiques et augmente mécaniquement les tonnages incinérés en bout de course. Aucune technologie de recyclage chimique ne pourra venir à bout de ce désastre. Il faut mettre un coup d'arrêt à la surproduction textile, et vite !", déclare Pauline Debrabandere, responsable plaidoyer et campagnes de Zero Waste France.

« En attendant cette loi, les ressourceries et recycleries payent le prix de cette inaction et de la surproduction textile. Des tonnes de vêtements de mauvaise qualité arrivent dans nos structures et il est impossible de les remettre en circulation. Pendant que certaines marques inondent le marché de vêtements jetables, ce sont les structures du réemploi solidaire et les collectivités qui gèrent les dégâts. Continuer à laisser faire cette fuite en avant est irresponsable. Il est urgent de mettre un coup d'arrêt à l'ensemble des acteurs de la fast-fashion et de réguler un secteur qui marche sur la tête. Défendre cette loi, c'est défendre à la fois l'environnement, les travailleuses et travailleurs du textile, et l'avenir du réemploi solidaire. » Julien de Saint Phalle - Responsable Communication du Réseau National des Ressourceries et Recycleries

"A un mois de la Fashion Revolution Week, nous rappelons que la fast-fashion néglige les droits humains dans la chaîne de valeur textile. Notre mot d'ordre cette année est l'Action Collective ! Nous nous associons avec la coalition Stop Fast Fashion pour demander une loi exigeante qui mette fin à la surproduction - qui entraîne une surconsommation, et respecte les droits des travailleur.euses pour une justice sociale et environnementale enfin respectueuse à la fois des humains, du vivant et de la planète". Catherine Dauriac, présidente de Fashion Revolution France

**Contact presse : Agence Etycom - Aelya Noiret, 06 52 03 13 47,
a.noiret@etycom.fr**